

Etats-Unis : torture légalisée

vendredi 27 octobre 2006, par [MARCEAU Simon](#) (Date de rédaction antérieure : 26 octobre 2006).

Chicago,

Les États-Unis, pays de la « liberté »... L'expression mérite plus que jamais les guillemets : la nouvelle loi sur les commissions militaires légalise les techniques d'interrogatoire « avancées » et lamine les droits des accusés. Elle prétend interdire la torture, mais pas les traitements humiliants ou dégradants, et elle laisse l'exécutif juger de la nuance. Les « terroristes », placés hors de la protection de l'habeas corpus, peuvent être détenus indéfiniment sans procédure. Alors que les critiques contre Bush portent plutôt sur l'Irak, le congrès républicain et des dizaines de démocrates ont donc entériné les pratiques de la CIA, en légitimant la détention arbitraire. Rappelons que les États-Unis ont aussi pris l'habitude d'extrader des détenus vers des pays encore moins regardants quant aux méthodes d'interrogatoire, sous-traitant ainsi la torture à leurs alliés. Ces pratiques, qu'un Staline n'aurait pas reniées, échappent en définitive à tout contrôle.

Bien au-delà des « réseaux terroristes », l'administration Bush a déclaré la guerre aux libertés de tous les habitants du pays, depuis le 11 Septembre et le Patriot Act. Cette loi préparait déjà l'expérience de Guantanamo et sa réitération à travers le monde par la CIA. L'offensive répressive comprend aussi un vaste plan de surveillance ; un climat de soupçon généralisé frappe, pêle-mêle, Arabes, musulmans, immigrés avec ou sans papiers, minorités ethniques et, parfois, militants, comme autant de « terroristes » en puissance. Les « honnêtes citoyens » se sont retrouvés espionnés lors du scandale des banques de données téléphoniques livrées au gouvernement par des entreprises de téléphonie. Mieux vaut, pour se sentir à l'abri, être un citoyen blanc chrétien et éviter de protester...

La puissance des États-Unis leur permet à nouveau d'ignorer le droit international : pour emprisonner, torturer, surveiller, bombarder, comme pour faire circuler les capitaux, les puissances capitalistes prennent toutes les libertés. Au détriment des nôtres.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2178 du 26 octobre 2006.